

Accroître le financement de l'adaptation dans les pays en développement (Résumé)

Le rapport est disponible en anglais

OCDE (2023), *Scaling Up Adaptation Finance in Developing Countries: Challenges and Opportunities for International Providers*, Green Finance and Investment, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/b0878862-en>.

Des mesures d'adaptation renforcées sont nécessaires compte tenu des effets de plus en plus graves du changement climatique. En particulier, les pays en développement, confrontés à des défis allant des disparités économiques aux aspirations en matière de développement, sont plus vulnérables aux menaces amplifiées des conditions climatiques changeantes. Améliorer l'adaptation nécessite d'augmenter le volume global des financements pour l'adaptation provenant de toutes les sources. En outre, des efforts accrus sont également nécessaires pour maximiser l'impact de ces flux financiers et veiller à ce qu'ils atteignent les personnes les plus vulnérables au changement climatique.

Les bailleurs de fonds publics internationaux ont un rôle clé à jouer pour augmenter et mobiliser des fonds pour l'adaptation dans les pays en développement. Le pacte climatique de Glasgow 2021, a exhorté les pays développés à doubler le financement de l'adaptation d'ici à 2025 par rapport aux niveaux de 2019. Par ailleurs, les membres du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE se sont engagés, via la déclaration du CAD sur le climat de 2021, à renforcer le soutien à l'adaptation et à la résilience au changement climatique dans les pays en développement. Ces engagements et l'objectif de la mobilisation de 100 milliards USD annuels pour le financement du climat, offrent des opportunités pour également améliorer l'accessibilité et l'efficacité du financement public international pour l'adaptation.

Sur la période 2016-21, seuls 25 %, soit, 19 milliards USD par an en moyenne, du financement fourni et mobilisé par les pays développés pour l'action climatique dans les pays en développement ont été consacrés à l'adaptation. La plupart des financements destinés à l'adaptation sont allés à des pays à revenu intermédiaire à forte population. Les pays à faible revenu et les pays les moins avancés ont bénéficié de moins en termes absolus et par habitant. Des méthodologies améliorées et harmonisées sont nécessaires pour suivre efficacement le financement de l'adaptation et veiller à ce qu'il atteigne les pays et les populations qui en ont le plus besoin.

Une série de contraintes financières, techniques et institutionnelles entravent le financement public et privé de l'adaptation dans les pays en développement. Ces obstacles incluent l'absence de

cadres politiques et réglementaires appropriés, le manque de données et de connaissances qui rend difficile l'identification, le développement et la préparation de projets potentiels d'adaptation au climat pour les investisseurs publics et privés, ainsi que la fragmentation de l'architecture du financement de l'adaptation et la complexité des conditions d'éligibilité pour accéder au financement. Des conditions plus favorables permettraient aux pays en développement de progressivement bénéficier de plus de sources de financement pour l'adaptation, y compris de la part du secteur privé.

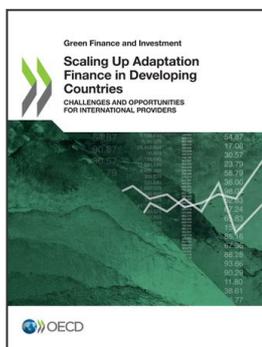
L'utilisation stratégique du financement public international peut contribuer à augmenter le financement de l'adaptation dans les pays en développement et à débloquer les investissements privés dans ce contexte. Les bailleurs de fonds internationaux peuvent aider à surmonter les obstacles existants en soutenant la capacité des pays en développement à exploiter le large éventail de sources de financement et en renforçant les pratiques et les systèmes de développement afin d'accroître l'intégration des activités d'adaptation dans les plans des pays en développement. Ce rapport s'appuie sur les tendances en matière de financement de l'adaptation, sur des entretiens avec des fournisseurs et d'autres parties prenantes, ainsi que sur des études de cas détaillées d'initiatives existantes qui travaillent avec et par l'intermédiaire du secteur privé afin d'accroître la mobilisation des financements privés en faveur des activités d'adaptation. L'analyse suggère cinq domaines d'action et de multiples options pour les fournisseurs bilatéraux, les banques multilatérales de développement, les fonds climatiques et d'autres fournisseurs internationaux afin d'améliorer le volume, l'effet de mobilisation du financement privé et l'accessibilité du financement climatique public international pour l'adaptation :

1. **Évaluer la cohérence des plans de dépenses prévisionnels avec l'appel à doubler collectivement le financement de l'adaptation au changement climatique d'ici à 2025.** Reflétant l'engagement du CAD à renforcer le soutien à l'adaptation et à la résilience au changement climatique, ces plans devraient inclure une priorité accrue des projets d'adaptation et l'intégration de l'adaptation dans leurs portefeuilles.
2. **Soutenir les efforts des pays en développement pour renforcer leurs capacités, leurs politiques et environnement pour financement de l'adaptation.** Les options comprennent l'amélioration de l'accès au financement des micro, petites et moyennes entreprises par l'intermédiaire des institutions financières locales ; le renforcement des capacités nationales et sectorielles pour le financement de l'adaptation ; améliorant l'accès au financement pour les gouvernements locaux ; l'exploitation de l'expertise unique des fournisseurs dans la formulation des projets ; et l'octroi d'une certaine flexibilité dans la définition des projets d'adaptation. Des progrès dans ce domaine d'action renforceraient la capacité des pays en développement à accéder, absorber et utiliser efficacement le financement international de l'adaptation.
3. **Renforcer les pratiques et les systèmes de développement afin de garantir un financement efficace de l'adaptation.** Les bailleurs de fonds internationaux pourraient notamment renforcer leurs structures organisationnelles afin d'encourager la prise en compte de l'adaptation dans les activités de développement habituelles. Ils pourraient par exemple fixer des objectifs internes flexibles pour le financement de l'adaptation et adopter des critères axés sur la vulnérabilité afin de garantir un financement spécifique pour les zones très vulnérables au changement climatique. L'adoption d'approches programmatiques pourrait permettre un meilleur alignement sur les priorités nationales et les stratégies intégrées à long terme, tout en favorisant des processus interopérables et la rationalisation de l'accès aux ressources. Idéalement, les bailleurs de fonds internationaux pourraient s'efforcer de maximiser les synergies entre la biodiversité, le climat et d'autres dimensions environnementales.
4. **Déployer des instruments de financement public et mixte de manière stratégique afin de mobiliser des fonds privés pour l'adaptation.** Les bailleurs de fonds internationaux doivent mieux comprendre les préférences des investisseurs privés, notamment en ce qui concerne la sécurité des flux de revenus, pour les faire correspondre aux caractéristiques spécifiques des projets d'adaptation. Les options possibles incluent l'intensification d'approches telles que le

partage des risques, le recours à des intermédiaires pour surmonter le manque de familiarité des financiers avec l'adaptation, et la révision des projets bancables liés à l'atténuation afin d'accroître leur contribution à l'adaptation.

5. **Explorer et exploiter des sources de financement et instruments de mobilisation alternatifs pour l'adaptation.** Les options comprennent l'utilisation potentielle de mécanismes financiers innovants tels que les obligations vertes et liées à la durabilité, les droits de tirage spéciaux du Fonds Monétaire International, et la part des recettes des marchés internationaux du carbone, ainsi que l'examen de la pertinence des échanges de dettes contre des mesures d'adaptation.

Les options présentées dans ces cinq domaines d'action offrent des pistes pour élaborer une stratégie globale permettant aux bailleurs de fonds internationaux de répondre aux besoins de financement de l'adaptation dans les pays en développement, dans le contexte de l'objectif des 100 milliards USD de financements climatiques annuels, ainsi que dans le but plus large consistant à soutenir la capacité des pays en développement à s'adapter aux effets néfastes du changement climatique. Un rapport complémentaire de l'OCDE, « Accroître le financement privé mobilisés pour l'action climatique dans les pays en développement : Défis et opportunités pour les bailleurs de fonds internationaux », aborde plus en détail la question de la mobilisation des financements privés, en mettant l'accent sur l'atténuation du changement climatique.



Extrait de :

Scaling Up Adaptation Finance in Developing Countries

Challenges and Opportunities for International Providers

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/b0878862-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2023), « Résumé », dans *Scaling Up Adaptation Finance in Developing Countries : Challenges and Opportunities for International Providers*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/64e8e40e-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.